

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

(CCAP N° DRIEAT-DIRIF-SGPR-AOO-25-021.)

#### ***L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF) – Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF).

#### ***Représentant du Maître d'Ouvrage (RMO)***

Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023.

#### ***Objet du marché***

Réhabilitation de la chaussée RN 12 Y du PR 26+400 au PR 26+600

Le présent CCAP comporte 0 annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Pages

## Table des matières

ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Descriptif des travaux.....	5
1-3. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-4. Intervenants et forme des notifications.....	6
1-4.1. Maîtrise d'ouvrage.....	6
1-4.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	6
1-4.3. Maîtrise d'œuvre.....	6
1-4.4. Contrôle extérieur et réglementaire.....	7
1-4.5. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)....	7
1-4.6. Autres intervenants.....	7
1-4.7. Représentation du Maître d'Ouvrage (RMO).....	7
1-4.8. Formes des notifications.....	8
1-5. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-5.1. Obligation de confidentialité.....	8
1-5.2. Sites sensibles.....	8
1-5.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	8
1-6. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-7. Dispositions générales.....	9
1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	9
1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	9
1-7.2.1. Intervenants étrangers.....	9
1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	10
1-7.3. Responsabilités et Assurances.....	11
1-7.3.1 Responsabilités.....	11
1-7.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	11
1-7.3.3 Dispositions communes.....	12
1-7.4. Clauses sociales et environnementales.....	12
1-7.4.1. Clauses sociales.....	12
1-7.4.2. Clauses environnementales.....	12
1-7.5. Autres dispositions générales.....	13
1-8. Ordres de service.....	13
1-9. Propriété intellectuelle.....	13
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	14
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	14

3-2.1. Contenu des prix.....	14
3-2.2. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix.....	15
3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :.....	15
3-2.4. Modalités de transmission et de paiement.....	16
3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement.....	16
3-2-4.2 Modalités et délais global de paiement.....	16
3-2.5. Approvisionnements.....	17
3-2.6. Répartition des dépenses communes de chantier.....	17
3-3. Variation dans les prix.....	17
3-3.1. Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.....	17
3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	17
3-3.3. Choix des index de référence.....	17
3-3.4. Modalités de révision des prix.....	18
3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	18
3-4. Modalités particulières de paiement.....	18
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	19
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	19
<b>ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>19</b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	19
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	20
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	20
4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution.....	20
4-3.2. Primes d'avance.....	20
4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	20
4-4.1. Pénalités pour dépassement de la durée d'intervention.....	20
4-4.2. Dépassement de la date indiquée dans l'article 3.2 de l'acte d'engagement.....	20
4-4.3. Pénalités pour non remise en état des lieux.....	20
4-4.4. Pénalités relatives aux obligations en matière de sécurité des travailleurs.....	20
4-4.5. Rendez-vous de chantier.....	21
4-4.6. Période de préparation.....	21
4-4.7. Documents fournis après exécution.....	21
4-4.8. Clauses sociales.....	21
4-4.9. Clauses environnementales.....	21
4-4.10. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés.....	21
4-4.11. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	21
4-4.12. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	22
4-4.13. Autres pénalités diverses.....	22
4-5. Cumul des pénalités.....	22
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>22</b>
5-1. Retenue de garantie.....	22
5-2. Avances.....	23
<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>24</b>
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	24
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	24
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	24

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le Titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	24
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	25
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	25
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	25
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	25
7-4. Piquetage général.....	25
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	26
ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	26
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	26
8-2. Études d'exécution des ouvrages.....	27
8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	28
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	28
8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise.....	28
8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent.....	28
8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	28
8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	29
8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	29
8-4.6. Démolition de constructions.....	30
8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux.....	30
8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques.....	30
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	30
8-6. Accès, consignes, personnel et moyens du Titulaire.....	30
8-7. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation.....	31
8-8. Conditions d'intervention.....	31
8-9. Registre de chantier.....	31
ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	31
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux. 31	
9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves.....	31
9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	32
9-2. Réception.....	32
9-2.1. Réception des ouvrages.....	32
9-2.2. Réceptions partielles.....	32
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	32
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	32
9-5. Documents fournis après exécution.....	32
9-6. Délai de garantie.....	32
ARTICLE 10. RÉSILIATION.....	33
ARTICLE 11. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	34
11-1. Les publics visés.....	34
11-2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser.....	34
11-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	35
11-4. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	35
11-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	36
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	36

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché**

Le présent marché consiste à réhabiliter intégralement la RN 12 entre le PR 26+400 et le PR 26+600 dans le sens Versailles-Dreux. Les travaux portent sur la réhabilitation de la chaussée (couches de surface, couches d'assise, couche de forme), la signalisation horizontale, l'assainissement, les dispositifs de retenue et la remise en service du réseau SIRIUS.

Ce marché comprend également la reprise de la couche de roulement de la RN 12Y du PR 26+100 au PR 26+400 et du PR 26+600 au PR 27+200.

### **1-2. Descriptif des travaux**

Les travaux, objet du présent marché, concernent :

- la mise en place de l'exploitation sous chantier ;
- la dépose de l'ensemble des équipements (glissière de sécurité, massifs béton, anciens coffrets électriques...)
- la réalisation du rabotage, y compris rabotage profond ;
- La protection des arbres d'alignement existants ;
- La prise en compte des travaux précédents de confortement de talus ;
- La protection des arbres d'alignement existants ;
- le terrassement jusqu'à l'arase de terrassement sous la voie lente et la BAU ;
- la mise en œuvre de la PST, puis la couche de couche de forme ;
- la réalisation de l'ensemble des structures de chaussées ;
- les équipements : glissières de sécurité, réseau Sirius, signalisation horizontale, assainissement.
- la fourniture et livraison de panneaux de signalisation nécessaires à l'exploitation sous chantier.

Le descriptif exhaustif des travaux est défini dans les fascicules du CCTP.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

#### Lieux d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : RN 12 PR 26+100 et le PR 27+200 dans le sens Versailles-Dreux – commune de Guyancourt 78.

### **1-3. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

### **1-4. Intervenants et forme des notifications**

#### **1-4.1. Maîtrise d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le chef du Département des Techniques de la Route ou son représentant :

Direction des Routes Île-de-France

**Département des Techniques de la Route**

35, rue de Noailles

78000 Versailles

#### **1-4.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le Titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-après.

#### **1-4.3. Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'adjoint au chef du Département des Techniques de la Route ou son représentant :

Direction des Routes Île-de-France

**Département des Techniques de la Route**

35, rue de Noailles

78000 Versailles

Elle comprend les missions suivantes :

- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et le devis quantitatif détaillé (EXE) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (AOR) ;
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC).

#### **1-4.4.** Contrôle extérieur et réglementaire

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à un contrôle extérieur.

Ce contrôle est assuré par :

La Direction Territoriale Île-de-France du Centre d'Études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement (CEREMA / DTer Île-de-France).

#### **1-4.5.** Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS est assurée par :

COBAT COPREV

Parc Tertiaire du ROTOIS – Bat B

Route de OIGNIES

62710 COURRIERES

Tél : 03 61 19 12 89

Mail : [direction@cobat-coprev.fr](mailto:direction@cobat-coprev.fr)

désigné dans le présent marché sous le nom de « coordinateur SPS ».

#### **1-4.6.** Autres intervenants

Exploitant RN 12

DiRIF / AGER OUEST / UER de Jouy-en-Josas

Adresse : 1 Rue Étienne de Jouy, 78350 Jouy-en-Josas

Téléphone : 01 34 58 72 80

#### **1-4.7.** Représentation du Maître d'Ouvrage (RMO)

Pour l'exécution du marché, le Maître d'Ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le chef du Service de la Gestion Patrimoniale du Réseau ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- la réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du Titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du Maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations (CCAG art. 11.6) ;
- L'information par le Titulaire de l'absence de transmission de facture par le Maître d'œuvre (CCAG art. 12.2.2) ;
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial (CCAG art. 27.3.1) ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L.4532-9 du Code du Travail (CCAG art. 28.3) ;

- La réception de la demande du Titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du Maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2) ;
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du Maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2).

#### **1-4.8.** Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du Titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le Maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations dont les bons de commande, au Titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) par courriel.

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence (nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

### **1-5. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

#### **1-5.1.** Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le Titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-4.15. du présent CCAP.

#### **1-5.2.** Sites sensibles

Sans objet.

#### **1-5.3.** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le Titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'Ouvrage est



responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au Titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le Titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le Titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'Ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du Titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-4.16 du présent CCAP.

## **1-6. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-7. Dispositions générales**

### **1-7.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants, quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère, à l'adresse suivante: <https://www.e-attestations.com>.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

### **1-7.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

#### **1-7.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le Titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le Titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le Titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au Maître d'Ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du Titulaire

Le Titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le Titulaire doit transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,

- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le Titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du Titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le Titulaire de se conformer à ces obligations, le Maître d'Ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du Titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

#### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le Titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le Titulaire informe sans délai le Maître d'Ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.14.

### **1-7.3. Responsabilités et Assurances**

#### **1-7.3.1 Responsabilités**

D'une manière générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le Titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **1-7.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le(s) Titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le Maître d'Ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

Pendant l'exécution des prestations :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

Après les travaux :

- tous dommages confondus par sinistre et par année : 750 000,00 €

### 1-7.3.3 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) Titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) Titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses (leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) Titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un Titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le Maître d'Ouvrage.

### 1-7.4. Clauses sociales et environnementales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique, environnement et progrès social.

#### 1-7.4.1. Clauses sociales

Il s'agit pour la clause sociale de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

#### 1-7.4.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n°20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces mesures environnementales prendront en compte les enjeux suivant :

– Pollutions atmosphériques :

Nuisances potentielles	Activités
<b>Poussières</b>	Circulation Chaux Transport de matériaux
<b>Fumées et Odeurs</b>	Brûlage Stockage des déchets Utilisation de produits volatils Engins de chantier

– Pollutions sonores :

Nuisances potentielles	Activités
Bruit de chantier	Ensemble du chantier et plus particulièrement : Circulation des engins Engins de chantier
Effets des vibrations sur le bâti et les ouvrages	Engins à procédé vibrant
Troubles du voisinage	Chantier en dehors des horaires prévus par la réglementation, notamment en période nocturne

– Gestion des déchets :

Nuisances potentielles	Activités
Pollution de surface, des eaux, des sols et visuelle	Ensemble du chantier
Mauvais traitement des déchets & déchets verts	Respect du tri 5 flux

– Protection de la nature :

Nuisances potentielles	Activités
Risque d'incendie	Stockage de carburant Engins de chantier
Risque de destruction de la faune et de la flore	Ensemble du chantier, et plus particulièrement circulation des engins et terrassement (risque de blessure des arbres)

### **1-7.5. Autres dispositions générales**

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible, ou en cas de force majeure, toute indemnisation du Titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au Titulaire par son ou ses assureurs.

### **1-8. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

### **1-9. Propriété intellectuelle**

Les stipulations des articles 45 à 48 (chapitre 6) du CCAG Travaux 2021 s'appliquent.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Les Cahiers de consignes générales de Sécurité de l'AGER-ouest (CCGS) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- le Schéma d'Organisation du Suivi et de l'évacuation des Déchets (SOSED).
- L'offre technique du Titulaire
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) et le Détail Estimatif (DE) ;
- Les notes techniques explicatives ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- La décomposition du/des prix forfaitaire(s) n° : 1.1 et 5.1 ;
- Le sous-détail du/des prix unitaire(s) n° : 2.4, 2.5, 3.7, 3.8 et 3.9.

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché, à savoir :

- en tenant compte de l'exigüité des emprises des travaux, et de la nature des terrains ;
- en tenant compte des frais liés à la conservation des divers réseaux concessionnaires en place ;
- en tenant compte des frais liés à la période de préparation ;
- en tenant compte des frais liés aux contrôles intérieur et extérieur ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur, au SOSED ;
- en tenant compte des sujétions d'exécution liées aux problèmes de circulation et aux mesures d'exploitation du réseau ;
- en tenant compte des prescriptions de l'ensemble des pièces du marché ;

- en tenant compte des dépenses communes de chantier, si de telles dépenses sont prévues au 3-2.6 ci-après ;

#### Prestations à la Charge de la DiRIF :

- les fermetures de nuits sur le Réseau Routier National Non-concédé.

#### Prestations à la charge du Titulaire :

- balisage sur le réseau routier autre que le Réseau Routier National Non-concédé ;
- la remise en état des lieux ;
- le transport et l'évacuation des déchets jusqu'aux lieux de dépôt définitifs qu'ils soient indiqués ou non par le Maître d'Ouvrage ;
- toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux du présent marché.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du Maître d'œuvre, notifiant des prix provisoires, puis d'un avenant notifiant des prix définitifs dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le Titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le Maître d'Ouvrage dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

### **3-2.2.** Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Dans un délai de vingt (20) jours à compter de la notification du marché, le Titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires non fournis à l'offre ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires du bordereau des prix non fournis à l'offre.

### **3-2.3.** Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les comptes sont réglés, par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG, par présentation de factures à l'achèvement de chaque commande selon les quantités qui résultent des constatations contradictoires avec le Maître d'œuvre, le BPUF et l'OS de prix nouveau provisoire.

La dépose de la facture se fera chaque fois que le Titulaire souhaitera être rémunéré pour les prestations réalisées et validées.

Toutes factures déposées sans constatation de la prestation pourra faire l'objet d'un rejet ou d'une suspension de paiement qui sera notifiée par OS.

Le délai de paiement pourra être suspendu par demande de règlement de la personne publique. Cette suspension sera notifiée au Titulaire, et précisera les raisons imputables au Titulaire, qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. Le délai sera alors suspendu jusqu'à remise de la totalité des justificatifs réclamés. À compter de la réception des justificatifs, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

Chaque commande est réglée indépendamment des autres prestations.

### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les Titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

via les paramètres suivant :

- Le numéro de marché ;
- le numéro de SIRET de l'État ;
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- les références du compte bancaire sur lequel le virement sera réalisé. Si le compte bancaire est différent de celui indiqué dans l'AE du marché, il sera nécessaire de réaliser un avenant ;
- l'éventuelle avance payée ou facturée, avec le calcul du remboursement de l'avance s'il est dû ;
- les parties déjà facturées ;
- l'éventuelle partie due aux sous-traitants ;
- le calcul de(s) révisions.

La dépose de la facture se fera une fois les prestations et constats validés.

Toutes les factures déposées sans validation de la réception de la prestation feront l'objet d'un rejet.

#### **3-2-4.2 Modalités et délais global de paiement**

Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de celle-ci sur Chorus-pro ou la date de réalisation de la prestation.

Le délai global de paiement des avances, factures, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du Titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en



vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-2.5. Approvisionnements**

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

### **3-2.6. Répartition des dépenses communes de chantier**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### **3-3.1. Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.**

### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3.3. Choix des index de référence**

Les index de référence **I** choisis en raison de leurs structures pour l'actualisation des travaux faisant l'objet du marché sont :

<b>Index</b>	<b>Désignation</b>
TP01	Index général TP
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés
TP12a	Réseaux d'énergie et de communication

Ces index sont publiés sur le site de l'INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/>

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

<b>Index</b>	<b>Prix</b>
TP01	Chapitre 1, chapitre 5
TP09	Chapitre 2, chapitre 3
TP12a	Chapitre 4

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités.

### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_{0-3}$$

Avec :

$I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations (moins 3 mois).

$I_{0-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix m « zéro » ( $m_0$ ) (moins 3 mois).

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée à la date de validation par ordre de service de commencer les prestations.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le Titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le Titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le Maître d'Ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le Titulaire (autoliquidation) ;
- Le Titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au Titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le Titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

## **3-4. Modalités particulières de paiement**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet via CHORUS PRO, avec les mêmes informations (n° EJ, Service exécutant, SIRET État) que le Titulaire, la facture pour les prestations relevant de son périmètre, les constats et la demande de paiement du Titulaire ;
- La facture émise par le sous-traitant intègre le cas échéant, la gestion du remboursement de son avance.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le

marché, l'avenant ou l'acte spécial, le Titulaire est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité. Faute de fournir cette attestation, le Titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité. Les spécifications des articles 4 et 6 du CCAP s'appliquent aux sous-traitants.

Le paiement direct des co-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le co-traitant transmet via CHORUS PRO, avec les mêmes informations (n° EJ, Service exécutant, SIRET État) que le Titulaire la facture pour les prestations relevant de son périmètre, les constats et l'acceptation de la facture du Titulaire ;
- La facture émise par le sous-traitant intègre le cas échéant ; la gestion du remboursement de son avance, la variation des prix, les pénalités et primes ;

Les spécifications des articles 4 et 6 du CCAP s'appliquent aux co-traitants.

### **3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du Titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du Titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

### **3-6. Augmentation du montant des travaux**

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 du CCAG et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le Titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 du CCAG le Maître d'œuvre fait part au Titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALTÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités sont hors taxe.

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3 de l'AE.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

En cas de mauvaise organisation de la part du Titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le Maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du Titulaire, la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le Titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1/1000<sup>e</sup> du montant du marché.

#### **4-3.2. Primes d'avance**

Sans objet.

### **4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.10 du CCAP qui fera l'objet d'une mise en demeure.

#### **4-4.1. Pénalités pour dépassement de la durée d'intervention**

En cas de travaux réalisés sous balisage ou sous fermeture de circulation, le Titulaire se doit de terminer les travaux et remettre en état les lieux dans le délai imparti par le Maître d'Ouvrage. Une pénalité de 2 000 € sera appliquée par quart d'heure de retard, en cas d'impossibilité, du fait du Titulaire, de réouverture à la circulation ou de dé-balisage à l'heure prévue par le Maître d'Ouvrage avec le Titulaire lors de la préparation de chantier sachant que tout quart d'heure entamé est dû.

#### **4-4.2. Dépassement de la date indiquée dans l'article 3.2 de l'acte d'engagement**

En cas de non-respect de la date de remise en service en circulation de la RN 12 à 2x2 voies, une pénalité de 10 000 € sera appliquée par jour de retard.

#### **4-4.3. Pénalités pour non remise en état des lieux**

Le Titulaire est tenu de respecter l'état de la voirie, et des lieux où il intervient. En cas de non remise en état des lieux après intervention, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000 €.

#### **4-4.4. Pénalités relatives aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

En cas de manquement constaté du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants aux obligations en matière de sécurité et de santé des travailleurs sur le chantier, une pénalité forfaitaire de 1 000 € sera appliquée. La pénalité s'appliquera par manquement constaté.

L'arrêt de la prestation pour permettre la mise en conformité du chantier aux regards des obligations susmentionnées ne suspend pas les différents délais prescrits dans la présente et n'ouvre droit à aucune prolongation.

#### **4-4.5.** Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le Maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le Titulaire encourt une pénalité fixée à 500 € par absence constatée.

#### **4-4.6.** Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8.1 ci-après, le Titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

#### **4-4.7.** Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9.5, le Titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 300 € par document.

#### **4-4.8.** Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au Titulaire, il sera appliqué une pénalité de 60 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le Titulaire encourt une pénalité de 75 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le Maître d'Ouvrage.

#### **4-4.9.** Clauses environnementales

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 20.2 du CCAG, le Titulaire se voit appliquer pour chaque manquement une pénalité fixée à 500 €.

En cas de retard dans la fourniture des bordereaux de suivi des déchets prévus à l'article 1-7.4.2 ci-dessus, le Titulaire se verra appliquer une pénalité journalière de 75 €.

#### **4-4.10.** Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

#### **4-4.11.** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-5 du CCAP, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

#### **4-4.12.** Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d’alerte défini à l’article 1.5.3 du CCAP, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

#### **4-4.13.** Autres pénalités diverses

Non fourniture des sous-détails de prix (non remis à l’offre) conformément aux prescriptions du présent CCAP	500 € par sous-détail
Intervention ou interruption du fonctionnement des réseaux sans accord préalable des exploitants	1 000 € par constatation
Non respect des règles du PAQ, notamment lors du passage des différents points critiques et points d’arrêt ou non respect d’une procédure d’exécution	1 000 € par constatation
Non respect des conditions d’accès au chantier ou des limites d’emprise travaux validées par le Maître d’œuvre	3 000 € par constatation
Chantier non clos ou défaut d’entretien	500 € par constatation
Non-respect du PPSPS et des règles de prévention mise en place par le coordinateur SPS	1 000 € par constatation
Non respect des consignes de sécurité formulées par le Maître d’œuvre et/ou l’exploitant ou absence du port des équipements de protection individuels	1 000 € par constatation
Non-respect de la signalisation et des équipements des véhicules (gyrophare, plaque service...)	1 000 € par constatation
Défaut de propreté des installations de chantier, du chantier lui-même ou des voies d’accès ou de sortie	500 € par constatation
Non remise du journal de chantier	200 € par constatation
Non remise des métrés et constats	200 € par document
Balisage non conforme au plan ou défaut d’entretien du balisage	200 € par constatation
Retard dans la levée des réserves à la réception	500 € par jour de retard et par réserve non levée
Présence de personnel non autorisé sur le chantier (notamment sous-traitants non agréés)	1 500 € par constatation et par personnel non autorisé

#### **4-5. Cumul des pénalités**

Les pénalités sont toutes cumulables. Le montant cumulé des pénalités sera retenu sur les sommes dues à l’entreprise.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les factures par le comptable assignataire des paiements.

Si le Titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise) ou TPE (très petite entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le Titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant à la première facture, la fraction de la retenue de garantie correspondant à la facture est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution.

## **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG. Une avance est accordée au Titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché public divisé par la durée exprimée en unité de temps (semaine ou mois). Si le Titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise) et TPE (très petite entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au Titulaire.

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au Titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le Titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au Maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

### **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le PAQ, que le Titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du Titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

### **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le Titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.



## **ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Le Maître d'Ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le Titulaire, le Maître d'Ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le Titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le Titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception. Les réseaux DiRIF sont indiqués sur les plans fournis à l'offre.

Le Titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le Titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

### **7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le Titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du Maître d'Ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

### **7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le Titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

### **7-4. Piquetage général**

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le Titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

## **7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le Titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le Titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-20 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entreprise Titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le Maître d'Ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le Maître d'Ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le Titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, le Maître d'Ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le Titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

## **ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du Maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du Maître d'Ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du Maître d'œuvre :
  - Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le Titulaire ;
  - Élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le Titulaire ;
  - Remise des plans descriptifs de l'ouvrage ;
  - Visa des documents fournis par le Titulaire.
- Par les soins du Titulaire :
  - Par dérogation à l'article 28.2.2 2<sup>e</sup> alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux et copie au Maître d'Ouvrage, dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Ce programme d'investigation est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
  - du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
  - des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits...).
- Établissement et remise au Maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8.2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, y compris le dossier complet d'exploitation sous chantier.
  - Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 du Code du Travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du Titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 20 jours à compter du début de la période de préparation.

**Par dérogation à l'article 28.2.2 3ème alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du Maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.**

## **8-2. Études d'exécution des ouvrages**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le Titulaire et soumises au visa du Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis sous forme informatique dans les formats et caractéristiques suivants :

Les plans seront remis sous le format : dwg 2013, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le Titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du Maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

### **8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément**

Le Titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le Titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

#### **8-4.1.** Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

#### **8-4.2.** Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont applicables de droit.

Le SOSED doit être respecté.

#### **8-4.3.** Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

##### **A.** Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

##### **B.** Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent, constaté lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le Maître d'Ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

##### **C.** Moyens donnés au coordonnateur SPS

##### **1.** Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

## 2. Obligations du Titulaire

Tout différend entre le Titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au Maître d'Ouvrage. Le Titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail.

Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le Titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

### D. Obligation du Titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du Code du Travail (4<sup>e</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

### **8-4.4.** Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les stipulations du CCAG sont applicables.

### **8-4.5.** Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

À la demande du Titulaire, et avec l'accord du Maître d'œuvre, les communications à travers le site des travaux peuvent être restreintes dans certaines conditions.

Le Titulaire s'assurera que son personnel ne franchira pas les voies de circulation des chaussées franchies ou portées. Un strict respect des préconisations du CSPS devra être observé.

L'écoulement des eaux à travers le chantier peut être restreint dans selon certaines conditions. Dans le cadre des travaux, l'utilisation d'eau ne devra pas représenter une source de danger pour les usagers des voies de circulation. Les mesures seront prises pour éviter la présence d'eau issue des travaux, sur les chaussées circulées.

#### **8-4.6.** Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.7.** Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **8-4.8.** Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le Titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

### **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

### **8-6. Accès, consignes, personnel et moyens du Titulaire**

Le Titulaire doit fournir à la personne publique, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du Titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le Titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le Titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage ;
- les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- les équipements de manutention ;
- les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;

- les protections ;
- les matériels de télécommunication ;
- les équipements de protections individualisés ;
- les équipements de recherche de personnes (bips, talkie-walkie...).

Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis aux dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail, articles R.4511-1 à 12, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

## **8-7. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation**

Pour l'ensemble des matériels et documents confiés au Titulaire par le pouvoir adjudicateur, l'article 40 du CCAG est applicable.

## **8-8. Conditions d'intervention**

Le Titulaire doit se soumettre aux consignes de sécurité de la DiRIF ainsi que toutes les demandes émanant du RMO ou de son représentant. Notamment les consignes de sécurité sur les réseaux de l'AGER-O.

Les travaux nécessitant l'arrêt ou le stationnement même partiel d'un engin de l'entreprise sur la chaussée ne pourront se faire que pendant certaines tranches horaires de jour ou de nuit.

Les interventions de nuit se dérouleront généralement entre 22h00 et 5h00 notamment en cas de besoin de restriction de circulation.

Le non-respect de ces prescriptions entraînera, par simple constatation, et donc sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités prévues au CCAP.

## **8-9. Registre de chantier**

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG.

# **ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX**

## **9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

### **9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du Titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le Maître d'œuvre sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le Titulaire.

### **9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du Titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le Titulaire.

## **9-2. Réception**

### **9-2.1. Réception des ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le Maître d'œuvre ou le Maître d'Ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

### **9-2.2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. Il n'y a pas de réception partielle.

## **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-5. Documents fournis après exécution**

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance.

Le Titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés. Les plans seront remis sous le format : dwg 2013, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

## **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.



## **ARTICLE 10. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le Titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du Titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le Titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le Titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le Titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du Titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le Titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au Titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le Titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le Maître d'Ouvrage a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'Entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **11-1. Les publics visés**

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

### **11-2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser**

Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché est de **150 heures**.

La globalisation des heures d'insertion par le Titulaire est autorisée.

### **11-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion**

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage...), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- **1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'ACTIVITY.

- **2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- **3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.**

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

### **11-4. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le Maître d'Ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Valérie DUMONT

Facilitatrice Clauses Sociales d'Insertion

Saint Quentin en Yvelines & Terres d'Yvelines

Agence d'insertion Hauts-de-Seine & Yvelines

Tél. : 06.63.61.84.03

Mail : [vdumont@agence-activity.fr](mailto:vdumont@agence-activity.fr)

Dans ce cadre, l'ACTIVITY a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;

- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'Activity) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

### **11-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion**

Le Titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le facilitateur transmettra à cette fin les documents suivants au rythme mensuel :

- les feuilles d'heures mensuelles des personnes éligibles ;
- le bilan global des heures réalisées décomposé mensuellement.

## **ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et de l'AE sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

CCAP 1-7.3.3	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 3-2.1	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	12.1.1 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge aux articles	19.2.1 et 2 du CCAG
CCAP 4-3	déroge à l'article	19.2.4 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 6-3	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.2.2 du CCAG
CCAP 8-2	déroge aux articles	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge aux articles	34.1 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG

CCAP 9-1.2	déroge aux articles	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG
AE 3.1	déroge à l'article	28.1 du CCAG